



La Soupe au caillou

Par l'équipe du Collectif

Numéro 324

5 mai 2010

Semaine de la dignité

C'est sous le thème « Les catégories, c'est fini ! Appauvrir ça suffit ! » qu'a été lancée ce lundi la 37e Semaine de la dignité des personnes assistées sociales. Comme les catégories à l'aide sociale sont toujours en vigueur, les groupes membres du Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ) et leurs alliés sont invités à poser des gestes dans leur région respective, afin que la population, les médias et les éluEs prennent conscience des préjudices sociaux et économiques que ces catégories causent aux personnes jugées « sans contraintes à l'emploi ».

À cet effet, une manifestation a eu lieu aujourd'hui à Québec devant ce qui a été rebaptisé pour l'occasion le « cimetière du ministère », soit l'édifice abritant les bureaux du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Prenant la forme d'une cérémonie funéraire, la manifestation visait à enterrer les funestes catégories de l'aide sociale qui appauvrissent et stigmatisent les personnes les plus mal prises de notre société. Les personnes présentes ont également enterré le plan gouvernemental de lutte à la pauvreté, et dit adieu à leur santé.

Solidaire de la lutte que mène le FCPASQ, le Collectif pour un Québec sans pauvreté réclame depuis plusieurs années l'abolition des catégories à l'aide sociale, lesquelles maintiennent des centaines de milliers de personnes dans la faim et violent leur droit à un revenu suffisant. Il considère en outre que toute personne au Québec devrait pouvoir compter sur un montant d'au moins 1130 \$ par mois. À cela devrait aussi s'ajouter un mécanisme de compensation pour que les personnes vivant avec un handicap ou une limitation fonctionnelle puissent assumer les coûts réels liés à leur situation.

1^{er} mai 2010

Pour un Québec équitable? Halte à Charest!

Plusieurs centaines de personnes ont profité de la Fête des travailleuses et travailleurs pour crier encore une fois leur opposition au dernier budget du gouvernement Charest.

pour touTEs; l'accès à la syndicalisation et à une libre négociation; de vraies mesures pour contrer la pauvreté et, pour la sauvegarde des services publics, un refus de toute forme de privatisation.

Pour un Québec équitable

Les comités régionaux du 1^{er} mai marchaient sous le thème d'un Québec plus équitable. Ils ont mis de l'avant des revendications touchant l'ensemble de la société québécoise : un système de santé public gratuit et universel; une éducation accessible et de qualité; des conditions de travail décentes

Halte à Charest!

La Coalition opposée à la tarification et à la privatisation a profité de l'événement pour faire connaître sa campagne « Halte à Charest ». Son objectif est de faire reculer le gouvernement sur l'ensemble des mesures régressives du dernier budget et d'exiger des services publics de qualité financés par des mesures qui n'appauvriront (suite en page 3)



Photo : Voix de faits

Un plan d'inaction?..... page 2
ENSEMBLE, Autrement! 2010..... page 3

Un plan d'inaction ?

Le 30 mars dernier, le ministre des Finances déposait un budget dans lequel il annonçait les grandes lignes du prochain plan d'action gouvernemental en matière de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale. Devrait-on plutôt parler d'un plan d'inaction ?

De grandes attentes

Les attentes étaient grandes : des mois de consultations, cent mille personnes réclamant des mesures énergiques et significatives, des centaines de groupes mobilisés et puis... et puis rien. Ou presque.

L'obsession d'un certain déficit

En tout cas, rien qui ressemble à une volonté d'éliminer la pauvreté au Québec. On est plutôt dans la volonté d'éliminer le déficit budgétaire. Quant au déficit humain imposé aux centaines de milliers de QuébécoisES qui vivent dans la pauvreté, il n'est pas dans la mire.

Un budget appauvrissant

Hausse de 2 % de la taxe de vente du Québec, contribution santé de 25 \$ puis 100 \$, puis 200 \$, hausses de tarifs, notamment d'Hydro-Québec, taxes sur l'essence, franchise santé à venir. Le crédit d'impôt de solidarité qui prétend vouloir remédier à ces hausses sera vite grugé. Et c'est ce crédit prétendument solidaire



« AucunE riche n'a critiqué le budget. C'est pas un hasard ! »

— Réal

qui est la principale nouveauté du prochain plan de lutte à la pauvreté.

De plus, les services publics seront inévitablement diminués par les compressions dans les dépenses gouvernementales. Comment peut-on même parler de lutte à la pauvreté dans ce contexte de mesures appauvrissantes ?

L'ancien plan reconduit

Le nouveau plan se veut essentiellement une répétition du premier plan. Tant mieux pour la mesure de soutien aux enfants, qui permet aux familles de surnager.

La pleine indexation des prestations d'aide sociale, si difficilement gagnée, ne devrait même pas être mentionnée comme une mesure spéciale de lutte à la pauvreté : comme toutes les indexations des autres programmes, elle va de soi.

Les autres mesures héritées du premier plan n'ont pas amélioré grand-chose. Elles ne nous impressionnent pas plus aujourd'hui qu'hier.

Et le nouveau ?

La grosse nouveauté du plan est le crédit d'impôt de solidarité. C'est la dorure sur la pilule, pour faire avaler les mesures appauvrissantes du budget. Ce n'est qu'une compensation, ce n'est pas de la lutte à la pauvreté.

La prévision de 3000 nouveaux logements sociaux pour les 5 prochaines années marque un ralentissement. Le gouvernement recule considérablement par rapport à sa promesse de 3000 logements... par an !

Financer des mesures régionales et locales de lutte à la pauvreté par le Fonds québécois d'initiatives sociales sera-t-il utile ? Jusqu'ici, ces expériences ont été souvent décevantes. Sans mesures nationales fortes, notamment pour élever les revenus des plus pauvres, il ne s'agit le plus souvent que de coups d'épée dans l'eau.

Enfin, l'augmentation du salaire minimum était déjà annoncée depuis un an et elle ne coûte rien à l'État. À 9,50 \$/heure, même à

temps plein, ce salaire minimum laisse les travailleurEs en bas du seuil de faible revenu. En ne prévoyant pas de nouvelles hausses pour les années à venir, le gouvernement ne fait pas en sorte que le travail permette de sortir de la pauvreté !



« C'est pas avec des miettes qu'on fait du pain ! »

— France

De larges possibilités

Pourtant, le gouvernement avait devant lui un large éventail de possibilités pour améliorer les conditions de vie des personnes en situation de pauvreté et changer le paysage social. Mais il a choisi de passer sous silence les trois revendications de MISSION COLLECTIVE; il a choisi de ne pas mettre fin aux injustices les plus flagrantes alors qu'on lui réclame des mesures urgentes, en commençant par l'abolition des catégories à l'aide sociale.

Une duperie

Pour être véritablement porteur d'un plan de lutte à la pauvreté, le budget aurait dû accentuer la solidarité dans la société québécoise par des mesures fiscales qui favorisent le partage de la richesse. En temps de crise, les citoyens les plus riches et les entreprises les plus profitables devraient contribuer de façon plus importante au relèvement général.

C'est le contraire qui se produit : pour régler le déficit, le gouvernement impose les mêmes charges à tout le monde. Ensuite, il fait semblant de lutter contre la pauvreté en atténuant le fardeau fiscal excessif pour les plus pauvres. Nous ne serons pas dupes. **CECI N'EST PAS UN PLAN DE LUTTE À LA PAUVRETÉ !**

(suite de la page 1)

pas les moins nantis et la classe moyenne.

En tant que symbole fort de cette lutte, la Coalition a invité les citoyenNEs à s'approprier la main rouge pour manifester leur opposition aux hausses de tarifs et aux compressions, démontrer leur détermination à faire reculer le gouvernement et promouvoir des alternatives fiscales pour une société plus juste.

Un peu partout au Québec

À Montréal, la marche a rassemblé plus de 5000 personnes, dont 500 sous la bannière de la Coalition. À Québec, près de 500 personnes ont répondu à l'appel du RÉPAC-03-12 qui organisait une manifestation contre le budget sous le thème « Démasquons les vrais clowns. Non au cirque de la privatisation et des hausses de tarifs ». À Sherbrooke, une marche unitaire autour du Lac des Nations a été organisée par Solidarité populaire Estrie (SPE) avec un dîner dont les profits allaient aux syndiquéEs du Roi du Coq rôti, en lock-out depuis juillet 2008.

Des groupes sociaux ont porté les mêmes messages avec autant de vigueur en Abitibi et en Outaouais.

Une solidarité qui grandit

Les dernières actions posées par le gouvernement Charest ont littéralement soudé les différents

mouvements progressistes québécois. Il était beau de voir syndiquéEs, assistéEs sociaux, travailleurEs à faible revenu, femmes et hommes - bref, citoyennes et citoyens marcher ensemble samedi dernier. Oui, la grogne gronde toujours, et ce, même après l'impressionnante manifestation du 1^{er} avril. Et rien n'indique qu'elle cessera bientôt! 



Photo : La Pointe libertaire



Les 21 et 22 septembre prochain

ENSEMBLE, Autrement! 2010

ENSEMBLE, Autrement! est une série d'évènements du Collectif pour un Québec sans pauvreté, inspirée par l'approche AVEC. La philosophie du AVEC se résume ainsi : penser, décider et agir avec les gens concernés. Elle part du principe que les personnes qui vivent une situation problématique sont les mieux placées pour en parler et y apporter des solutions concrètes. Sa finalité est de penser, décider et agir ENSEMBLE, c'est-à-dire à la fois les intervenantEs, les gens qui militent contre les inégalités sociales et les personnes en situation de pauvreté.

Les événements ENSEMBLE, Autrement! visent le partage des connaissances, l'enrichissement mutuel et la réflexion collective en ce qui concerne les pistes

d'action pour éliminer la pauvreté et vivre dans un Québec riche de tout son monde!

Mais encore...

Ateliers, théâtre, forums, résistance créative, militantisme artistique, conférences, moments festifs et collectifs sont quelques exemples de ce qui attend les participantEs lors de cet évènement hors du commun.

Cuvée 2010!

La troisième édition d'ENSEMBLE, Autrement! arrive à un moment charnière de la lutte contre la pauvreté. La mise en œuvre d'un deuxième plan d'action gouvernemental

en matière de lutte à la pauvreté et d'un budget québécois sans précédent en termes d'appauvrissement et d'accroissement des écarts de richesse : voilà des actions gouvernementales lourdes de conséquences pour les personnes en situation de pauvreté qui devraient pousser les participantEs à prendre un temps de réflexion pour rebondir de plus belle. Inscrivez les 21 et 22 septembre 2010 à votre agenda!



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165, de Carillon, local 309, Québec (QC), G1K 9E9

Téléphone: (418) 525-0040 / Télécopieur: (418) 525-0740 / Courriel: collectif@pauvrete.qc.ca

www.pauvrete.qc.ca